



Denis Scuto

L'histoire du temps présent

Récit national et négation de l'histoire

Qu'est-ce qu'un historien? Je l'ai déjà évoqué avec l'historien Pierre Vidal-Naquet qui le développe longuement dans sa préface à l'ouvrage de l'historien américain né à Luxembourg, Arno Mayer, sur l'histoire de la Shoah (*Why Did the Heavens not Darken? The „Final Solution“ in History*, 1988). L'historien est d'abord un homme ou une femme libre. Même s'il est dépendant des documents, des sources, des traces que le passé a légués. Le premier devoir de l'historien est de lire, écouter, regarder: sources primaires, études publiées, littérature grise, récits des témoins, etc.

Mais le vrai travail de l'historien – comme des chercheurs d'autres disciplines – commence après; lorsque le dernier document a été lu, lorsque les dernières informations ont été organisées et classées. Alors commence le travail de l'interprétation. Et ce travail doit être libre. Il n'y a pas d'histoire possible, souligne Vidal-Naquet, là où un Etat, une Eglise, une communauté, au nom d'une certaine cause, toute respectable soit-elle, impose un récit historique.

Depuis vingt ans maintenant, je travaille avec des étudiants et des étudiantes sur le concept d'histoire en tentant de faire ressortir trois dimensions. Une première dimension, à laquelle nous nous penchons spontanément: l'histoire est le passé ou, plus précisément, une suite d'événements dans le temps. Mais dès le début, à y regarder de plus près, l'histoire a une double signification. Il s'agit à la fois du passé et du récit sur le passé. Un récit établi par des historiens. Une interprétation donc.

La deuxième dimension est liée à cette double signification. L'histoire est une science humaine qui explore, étudie, tente de comprendre et d'expliquer le passé par une démarche rationnelle critique et une rigueur méthodique qui s'appuie sur l'interprétation de sources.

Troisièmement, en tant qu'interprétation, l'histoire est une reconstruction toujours provisoire du passé à partir de points de vue ancrés dans le présent. Elle est imprégnée par les conceptions idéologiques et politiques, l'origine sociale et le contexte historique de celui qui raconte ou qui écrit l'histoire. Une connaissance absolue n'existe pas. Mais il y a des interprétations plus solides que d'autres. Plus solides, plus plausibles, parce que plus fondées, mieux étayées par des sources, mieux élaborées car se basant sur une méthode rigoureuse et validées à travers un débat scientifique contradictoire entre chercheurs.

L'histoire, discipline libre

De cette notion d'histoire, où interprétation et esprit critique sont centrales, découle une conception du rôle de l'histoire et de l'enseignement de l'histoire. Si l'histoire est le passé et le récit sur le passé, un premier objectif de l'enseignement de l'histoire consiste à construire avec les élèves un savoir actualisé sur diffé-



Foto: Wikipedia

rentes époques et thèmes historiques. Si l'histoire est une science humaine, il convient de familiariser les élèves avec la méthode critique propre à l'histoire comme entreprise de connaissance, avec la critique de sources, adaptée aux âges et niveaux de compétence variés des apprenants. Troisièmement, si l'histoire est une reconstruction, il s'agit de permettre une reconstruction de l'histoire par les élèves, passer de l'écouter au faire, encourager une posture de recherche. Comme l'a exprimé le pédagogue allemand Heinrich Roth en 1949: „Nicht wie der Forscher (...) selbst, sondern wie ein wahrhaft Verstehenden, Nachdenkender und Nachschaffender tut.“

Pour tous ceux et toutes celles qui suivent en ce moment la campagne présidentielle en France et qui défendent ces principes didactiques critiques, discutés et diffusés depuis longtemps sur le plan international en didactique de l'histoire comme d'autres disciplines, le réveil est dur.

Des historiens et pédagogues de sensibilités politiques différentes s'efforcent en effet depuis des décennies de construire un enseignement de l'histoire démocratique. Cet enseignement encourage les jeunes à poser des questions, à examiner de façon critique des théories, à se confronter à des vues ou des documents contradictoires, à changer de perspective en réfléchissant sur des points de vue différents, à explorer les possibles. Les propositions des candidats sur le rôle de l'histoire à l'école à la Présidentielle révèlent bien au contraire un retour à l'endoctrinement chauvin et nationaliste, une offensive qui déborde largement les milieux d'extrême droite.

Le 4 avril, dans une conférence passionnante, organisée dans le cadre du cycle *Let's talk about history* par l'Institut d'histoire et le Centre d'histoire

contemporaine et digitale de l'Université du Luxembourg, „L'histoire mobilisée: Roman national et identité dans un monde fragile“, l'historien français Nicolas Offenstadt a montré d'où vient et où nous conduit la remobilisation nationaliste de l'enseignement de l'histoire. Historien polyvalent dont les recherches sont consacrées tant à l'espace public au Moyen Age qu'aux mémoires de la Première Guerre mondiale, il a aussi co-dirigé le double volume sur l'état des lieux de l'histoire comme entreprise de connaissance (*Historiographies*, 2010) et publié en 2009 „L'histoire bling-bling. Le retour du roman national“.

Il a montré comment, au nom d'objectifs nationalistes, les acteurs publics entendent réimposer à travers un *roman national* un récit et un souvenir communs à l'école, dans les musées, dans les médias. Ce récit a été analysé en détail et déconstruit par des historiennes comme Suzanne Citron (*Le mythe national: L'histoire de France revisitée*, 1987). Comme l'a souligné Nicolas Offenstadt, cette „légende républicaine“ a été élaborée sous la Troisième République, après 1870. Un récit patriotique, unitaire, forçant les continuités, téléologique, axé sur les hauts faits politiques, militaires, diplomatiques a été propagé dans les écoles pour fabriquer la grande nation française, la nation d'un peuple et d'une langue. „Vos ancêtres, ce sont les Gaulois et c'est Vercingétorix“, ce mythe national a été scandé en 2016 par Nicolas Sarkozy dans ses meetings électoraux! Or, tout historien ne possède d'ailleurs que des connaissances élémentaires d'histoire de ce territoire, comme l'a souligné Suzanne Citron, que la France est loin d'être une nation forgée par une ethnie et une langue originelles, mais une entité multiethnique et multilingue qui se développe par une succession d'an-



Quelle que soit la nationalité de vos parents, jeunes Français, au moment où vous devenez français, vos ancêtres, ce sont les Gaulois et c'est Vercingétorix.

Nicolas Sarkozy, le 19 septembre 2016 lors d'un meeting à Franconville (Val-d'Oise)

nexions et puis de conquêtes coloniales.

L'histoire, arme d'endoctrinement

Dans la campagne présidentielle actuelle, de Fillon à Le Pen, de Macron à Mélenchon, tous demandent pour l'histoire à l'école un retour au *roman national*. Qui s'appelle aujourd'hui *récit national*. La démarche reste la même: il s'agit de la négation de l'histoire comme mode de pensée critique au profit d'un retour à l'accumulation de savoir patriotique.

Lors de sa conférence, Offenstadt l'a illustré surtout à travers des citations de François Fillon. Voici, à titre d'exemple significatif, des extraits d'un article de Fillon paru dans le *Figaro* du 31 août 2016: „La lecture des nouveaux programmes d'histoire à l'école primaire est consternante. Selon le ministère, à l'école primaire, les maîtres doivent apprendre aux enfants à comprendre que le passé est source d'interrogations“. Les faire douter de leur histoire: cette instruction est honteuse! (...) Le récit national, c'est une histoire faite d'hommes et de femmes, de héros, de symboles, de lieux, de monuments, d'événements qui trouvent un sens et une signification dans l'édification progressive de notre nation.“

L'Association des professeurs d'histoire-géographie lui a répondu par une tribune sur *France Info* en rappelant ce qu'est le métier de l'historien: „L'historien fait œuvre d'honnêteté, de sincérité, d'humilité et de doute. Il réfléchit, archive, explore, recoupe, tâtonne avant d'écrire. (...) On enseigne une histoire 'vraie', c'est-à-dire celle qui s'appuie sur les sources. Pas une histoire qui relèverait de l'invention ou du roman. Si récit il doit y avoir, il ne peut être que celui qui prend en compte tous les acteurs de cette histoire, et tous ses aspects, les moments où la France est du côté du progrès

comme ceux où elle vit des heures sombres.“ D'un récit national inventé au négationnisme, il n'y a qu'un pas. Un pas que Marine Le Pen a franchi le 9 avril 2017, quelques jours après la conférence d'Offenstadt. Au *Grand Jury RTL*, elle précise quel récit national devrait être enseigné dans les écoles françaises: „La France n'est pas responsable du Vel' d'Hiv'“. Comme son père avant elle, elle est dans la négation de faits historiques, dans ce cas l'arrestation de 13.000 Juifs les 16 et 17 juillet 1942, dont 4.000 enfants pour la plupart français par la police française sur ordre du gouvernement de Vichy et leur déportation. Dans son discours de 1995, dans lequel le président Jacques Chirac soulignait la responsabilité de la France, il rappelait également les autres rafles de l'été 1942 dans la soi-disant „zone libre“ aboutissant à la déportation de 75.000 Juifs.

Si Marine Le Pen est élue, ces rafles n'auront pas de place dans le futur roman national enseigné dans les écoles françaises. D'autres parties non plus du discours de Jacques Chirac, d'ailleurs. Des extraits rarement cités, où il brossait un portrait nuancé de la France pendant la guerre et où il ne réduisait pas la France à la collaboration de Vichy. Il y mentionnait une autre France et d'autres Français, qui ont refusé Vichy: „La France est dans les sables libyens et partout où se battent des Français libres. Elle est à Londres, incarnée par le général de Gaulle. Elle est présente, une et indivisible, dans le cœur des Français, ces 'Justes parmi les nations' qui, au plus noir de la tourmente, en sauvant au péril de leur vie, comme l'écrit Serge Klarsfeld, les trois quarts de la communauté juive résidant en France, ont donné vie à ce qu'elle a de meilleur. Les valeurs humanistes, les valeurs de liberté, de justice, de tolérance qui fondent l'identité française et nous obligent.“

Dans ses remarques en guise de conclusion, Offenstadt a tenu à souligner qu'en plus, le récit national que certains candidats entendent faire inculquer à l'avenir aux jeunes en France a changé de finalité. Alors que le mythe national de la Troisième République avait comme matrice l'idée de progrès et voulait inclure les citoyens dans un projet républicain, le récit national prôné actuellement a comme matrice le retour en arrière, le repli identitaire et l'exclusion de celui qui est déclaré „Autre“.

Tous les deux récits s'inscrivent dans une sacralisation et une essentialisation inquiétantes du passé et de la nation. Voilà pourquoi je voudrais laisser le mot de la fin à Suzanne Citron, aujourd'hui nonagénaire, qui nous parle d'une autre nation et d'une autre approche du passé: „La nation n'est pas une essence surgie du fond des âges et son récit transmis par l'école républicaine n'est pas un texte sacré, un tabou intouchable. La nation est une construction, un devenir, une dynamique, une suite d'interactions. Elle exige, pour demeurer vivante, de perpétuels ajustements de son récit et l'aggiornamento de son enseignement, quitte à bousculer les institutions et les représentations qui les ont engendrés et formatés.“